

. ASSEMBLEE GENERALE DE LA SOPHAU - 13 DECEMBRE 1975 à PARIS.

Etaient présents :

Mme AMOURETTI (Aix); M. ARON (Paris I), Mme BEAUJARD (Rouen), K. BERTRAND (Paris I); Mme BESSIGNEUL (Nice) M. BIARNE (Le Mans), Melle BZIERE (Rennes II), Mme BLOCH (Paris X), Melle BUD'SCHOVSKY (Rennes II), K. CHASTAGNOL (Paris IV), Mmes CHRISTIEN (Paris X), COLLOMBIER (Toulouse-Le Mirail) COULLOUD (Lyon) ; MM. DAVID (Caen) DECRET (Lyon III) DELWAIRE (Lille III), Melle DENIAUX (Caen) Mme DEMAROLLE (Metz) MM. DUMONT (Limoges), ETIENNE (Athènes), ETIENNE (Bordeaux) FABRE (Brest), Mme GUWRIER - PREVOTAT (Grenoble II), MM. FOUCHER (Tours) FREZCOULS (Strasbourg), Mme GAUTHIER (Paris IV) GREFFE (Nancy II); MM. HANOUNE (Lille) JACQUES (Reims), ANGLIVIEL (Amiens) LASSERRE (Montpellier) Mme LE BOHIC (Amiens), MM. LE GALL (Paris I), LEPALLEY (Lille III) LE ROUX (Paris X), LE ROY (Caen), LEVEQUE (Besançon) , MANGIN (Dijon) MARTIN (Reims) Mme METIVIER (Paris I) M. MIROUX (Tours), Melle MOSSE (Paris VIII) M. PAPE (Rennes II); Mme PATLAJEAN (Caen), Melle PERCIN (Dijon) M. PETIT (Grenoble), Melle QUET (Nantes), Mme REBUFFAT (Nantes), MM. REMY (St Etienne), REY COQUAIS (Dijon), ROMAN (St Etienne); Mme ROMAN (Montpellier), RUZE (Paris I), MM. TRANOY (Poitiers), VAN EFFENTERRE (Paris I), Mme VIDAL (Rouen).

Excusés:

MM. BOURRIOT (Lille) CABANES (Clermont-Ferrand) DESANGES (Nantes) HERNARD (Poitiers), LARONDE (Grenoble) PAYRAU (Poitiers), SANQUER (Brets) VALENSI.

Le président Ch. PIETRI ouvre la séance à 9 heures. Il remercie le Directeur de la Maison de l'Inde pour son accueil, et salue la présence des représentants de l'APAHU et des médiévistes, MM. HEBITZ et FOSSIER.

ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE .

Le président expose comment une réunion d'Historiens comprenant des spécialistes de toutes les périodes, et des représentants des divers ordres d'enseignement délégués par des U.F.R. a adopté un texte général, destiné à devenir une charte liant tous les historiens ; il remarque que la commission Fourastié, qui doit remettre ses conclusions avant février, ne comprend que peu d'historiens et aucun spécialiste d'Histoire Ancienne.

M. FOSSIER présente le texte adopté, dont le président souhaite

qu'il reçoive la plus grande publicité, afin que puisse être défendue la spécificité et l'unité de l'histoire. M. LEVEQUE souhaite qu'un débat démocratique ^{ait} ont lieu à ce propos ; M. ETIENNE demande que l'enseignement primaire ne soit pas oublié, tandis que Mme CHRISTIEN et MM. PAPE et LEPALLEY insistent sur la nécessité d'éviter une coupure avec l'enseignement secondaire et la société des professeurs d'Histoire. M. FOSSIER signale qu'il ne faut pas négliger le rôle de l'inspection générale ; MM. FREZOULS, ARON, PIETRI souhaitent qu'une action dynamique auprès de l'opinion publique prolonge la réflexion des historiens.

FORMATION DES MAITRES

Un tour de table permet de faire le point sur la participation de plusieurs universités à la formation continue des maîtres.

| | | |
|------------|------------------|--|
| BESANCON | P. LEVEQUE | Le recteur accepterait 2 jours de stage par an. |
| GRENOBLE | M. PETIT | 200 inscrits ; 3 séances pour lesquelles le recteur autorise 2 absences. |
| LILLE | M. LEPALLEY | séances de formation permanente pour les non enseignants! |
| PARIS X | Melle CHRISTIEN | Séances le mercredi après-midi, avec participation des enseignants en sciences de l'Education. |
| RUNNES | M. PAPE | Le recteur a saboté toutes les initiatives Son successeur souhaiterait un recyclage pour les P.E.G.C. |
| STRASBOURG | M. FREZOULS | dispense accordée par le rectorat -pour les professeurs de lettres essentiellement;conférences sur la civilisation romaine au centre de formation des P.E.G.C. |
| TOULOUSE | Melle COLLOMBIER | Stage avec 72 inscrits, 53 présents; 4 conférences. La demande est surtout celle des P.E.G.C. Credits de la mission de formation. |
| TOURS | M. FOUCHER | 1 séance par mois pour les volontaires de la région. |

M. PETIT insiste sur la nécessité d'une action visant à la fois la mise au point scientifique et la mise au point pédagogique. M. PIERI évoque les hésitations sur les structures où les inscrits seront formés; il souhaite que l'on définisse plus clairement le rôle fondamental des universités, et redoute le malthusianisme. M. LEVEQUE souhaite que l'on multiplie les initiatives; M. ARON s'inquiète de voir signées des conventions peu claires, tandis que l'on tend parfois à considérer les universités comme de simples conservatoires du "savoir".

ECOLE DE PATRIMOINE

M. HEITZ expose les grandes lignes du rapport Narbonne préconisant la création d'une école du patrimoine, pour préparer aux carrières de l'archéologie, des musées, des archives, des bibliothèques etc... Un premier concours aurait lieu au niveau du Baccalauréat, un second, très sélectif, à BAC + 3; l'enseignement, d'abord commun, se spécialiserait ensuite; mais l'on a essentiellement retenu deux sections: l'écrit et l'objet (!). L'APAHAU s'est vivement élevée contre l'ensemble de ce projet, elle a en particulier dénoncé la localisation à Paris de cette institution. Les interventions de MM. PIETRI, FREZOULS, ETIENNE vont dans le même sens, ce dernier comptant sur la résistance des Universitaires pour faire capoter cette construction. M. FOSSIER considère qu'un tel projet n'est pas non plus conforme aux vœux des chartistes. Mme FREVOTAT et M. ARON insistent sur le fait que cette entreprise désaisirait l'Université de ses prérogatives et de son rôle, M. HEITZ indiquant que les enseignants de l'école du patrimoine seraient d'ailleurs contractualisés. M. PIETRI souhaite là aussi une action énergique: démonstration auprès des secrétariats d'Etat concernés; recensement des expériences faites et des formations d'assistants dans le domaine des affaires culturelles, dont il faudrait partir, en tenant compte, de surcroît, des carrières elles-mêmes - qui ne concernent pas uniquement, dans le domaine archéologique, les antiquités nationales. M. FREZOULS signale qu'on attend toujours une réforme du statut des assistants de circonscription; il fera, à ce sujet, un rapport au prochain congrès.

ECOLE D'ATHENES

M. Roland ^{est} ETIENNE expose les grandes lignes du projet de réforme actuellement soumis aux anciens membres. L'école comprendrait, comme celle de Rome, deux conseils. Le recrutement s'élargirait à des chercheurs d'éta-

chés par les universités pour une durée d'un mois à un an, et à des boursiers dans les disciplines non archéologiques. Enfin les membres de l'école seraient recrutés par concours sur présentation de la thèse du 3^o cycle et d'un projet de travaux ; les épreuves orales comprendraient l'épigraphie ou la langue grecque trois interrogations sur documents, ainsi qu'une interrogation sur les techniques d'archéologie.

MM. Le ROY et VAN EFFENTERRE s'étonnent que le concours ne comprenne pas d'épreuve d'histoire ancienne, et qu'on ne fasse pas, comme à Rome, une plus grande part à l'histoire, (directions d'études, attention aux périodes récentes etc...), M. FREZOUIS insistant sur la très grande richesse du moyen âge oriental. M. Robert ETIENNE estime en outre que le concours continuera à désavantager les provinciaux qui ne peuvent suivre à Paris les cours où l'assiduité est indispensable ; il souhaite que l'on continue à exiger l'agrégation, pour garantir aux anciens membres un poste à leur retour en France. Mme COULLIoud et M. Roland ETIENNE défendent le projet proposé, en insistant sur l'ouverture du recrutement, la nécessité d'une activité archéologique de terrain, la spécificité de l'histoire grecque dont les périodes les plus récentes n'ont pas le même intérêt que l'histoire italienne. M. PIETRI conclut en souhaitant que l'histoire ancienne soit plus présente.

C.N.R.S.

M. PIETRI indique la plus grande influence des commissions pour le déroulement des carrières des chercheurs et la priorité que l'on entend donner à la définition du champs de recherches privilégiés. Il se demande si une telle conception est applicable aux recherches "littéraires", et constate que la part la plus importante risque de revenir aux disciplines non historiques. M. ETIENNE rappelle que le 7^o plan prévoyait la création d'un nombre presque nul de postes de chercheurs et que, parmi les priorités retenues (histoire des textes, C.R.A.A), aucune ne concernait spécifiquement l'histoire ancienne. Enfin, il constate qu'à la commission 34, aucun historien n'a été élu au premier tour, ce qui pose, une fois de plus, le problème d'une nécessaire péréquation. Il se chargera d'un rapport pour le congrès.

R.E.A.

M. ETIENNE signale les difficultés et le retard actuels. Il est impossible d'envisager un abonnement groupé pour 1975. Les membres de la

SOPHAU qui n'ont pas reçu le fascicule 1974/1 doivent s'adresser à la trésorière, Mme CHRISTIEN.

CONGRES

Le prochain congrès de la SOPHAU se tiendra à Lille les 15 et 16 mai 1976. Le thème scientifique en sera : La Gaule.

En 1977, nous nous réunirons à Rennes,; en 1978 à Strasbourg.

RAPPORT FINANCIER.

Mme CHRISTIEN trésorière, présente les comptes de l'exercice 1974-1975.

| RECETTES | | DEPENSES | |
|----------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|
| Encaisse au 1/1/1975 | 4.329 frs. | Frais de compte | 9 |
| 76 cotisations | 1.520 | Congrès de Limoges | 8.072 |
| 2 rappels | 40 | taxation, maison de l'Inde | 750 |
| Congrès de Limoges : | | Fascicule congrès | 800 |
| 13 participations à 50 frs | 650 frs. | | |
| 32 participations à 90 | 2.880 | | |
| Subvention | 4.500 | | |
| | <u>13.919 frs</u> | | <u>9.231 frs.</u> |

En caisse dau 13 décembre 4.688 frs.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité.

L'Assemblée générale décide de même que la cotisation doit être augmentée de 20 à 30 frs pour 1976.

ELECTIONS

Melle MOSSE, vice-présidente, et Mme FEVRIER-FREVOTAT, secrétaire, parvenues au terme de leurs mandats, ne souhaitent pas leur renouvellement. L'assemblée générale leur exprime ses remerciements pour leur activité au service de la SOPHAU. Melle QUET (Nantes) et M. LEPLLEY (Lille), seuls candidats, sont élus respectivement secrétaire, avec 33 voix, et vice-président avec 30 voix, sur 34 suffrages exprimés.

QUESTIONS DIVERSES

M. LE GALL, après avoir rappelé que la REL souhaitait recevoir également des articles d'Histoire, signale aux membres de la SOPHAU la tenue de plusieurs congrès, où il serait souhaitable que les "antiquaires" français soient présents.

- Congrès de l'Association intern. d'Histoire Economique à Edimbourg en 1978. en Histoire ancienne : le travail non servile dans l'Antiquité. Responsable : M.I. FINLEY

 - Association des Historiens Economistes : 15 mai 1976 à 9 heures.

 - Congrès des Sciences historiques ! Bucarest, 1980.
- La séance est levée à 13 heures.
-

L'histoire et son enseignement font aujourd'hui l'objet d'attaques nombreuses qui témoignent d'ignorance et d'esprit partisan. Un certain nombre d'universitaires, appartenant à cette école française historique dont le poids, l'influence et l'action sont davantage reconnus au-delà de nos frontières, ont jugé nécessaire de s'interroger, en tant que techniciens, sur ce problème.

Il existe aujourd'hui en France, une indiscutable "demande" historique, pour toutes les catégories d'âge comme pour toutes les couches sociales ; certes ce goût n'est pas toujours satisfait sans ambiguïté : mais le succès de publications spécialisées, d'ouvrages vulgarisés, d'émissions de télévision ou de certaines bandes dessinées, attestent d'une manière éclatante que l'Histoire est devenue un bien de consommation courante peut-être parce qu'elle apaise le besoin d'être rassuré qui travaille notre temps.

I

Au moment où l'évolution en profondeur de toutes les sciences humaines bouleverse peu à peu l'échelle des valeurs et les appréciations traditionnelles, le raisonnement et l'explication historiques jouent le rôle premier dans le domaine de la recherche comme dans celui de l'appréhension de l'actualité. L'histoire occupe donc dans la formation de l'"homme et du citoyen" une place primordiale :

- Elle permet de fournir l'intelligence du monde contemporain, d'en saisir les mécanismes, de situer les cadres spatiaux et logiques où l'homme se meut. Aucune société ne peut être comprise sans la connaissance de l'osmose constante entre son passé et son présent ; et les notions de durée et de permanence sont indispensables à tout homme qui veut s'y insérer ;

- En dégagant influences, héritages et interactions, elle est source de compréhension des autres, de tolérance, d'ouverture ; elle entraîne l'homme à déborder le cadre limité de son environnement social et culturel ; elle lui offre la possibilité d'appréhender la dimension du monde face aux autres, l'équilibre entre lui-même et son milieu.

- D'elle coule une source essentielle de formation civique puis qu'elle replace l'individu comme travailleur et comme citoyen responsable dans la communauté nationale ; en montrant que les hommes sont capables de faire leur propre histoire, elle éduque le sens de l'engagement civique, de l'action collective, et la volonté d'être acteur dans les changements du monde ;

- A l'adolescent que tente trop souvent l'affirmation catégorique,

et à l'adulte dont on sollicite davantage la sensibilité que la réflexion, elle apporte l'esprit et le sens critique sans lesquels il n'y a pas de liberté; elle est la base de toute comparaison sociale, culturelle, politique, donc de toute appréciation sereine face aux idées toutes faites ou aux mensonges. Sans elle l'homme est asservi à la propagande et à la publicité qui le ramènent à l'état d'objet.

Cependant, en dépit de son succès chez les adultes et de sa valeur formative chez les élèves, l'Histoire n'a pas la place qui est la sienne aux divers niveaux d'enseignement; elle partage cette disgrâce avec tout ce qui n'est pas "rentable" ou "actuel": la littérature française et les langues anciennes, la musique et la philosophie: la place modeste qui lui est abandonnée dans la sanction des études lui a de surcroît, valu un discrédit fatal dans l'esprit des parents d'élèves.

Signaler les écueils qui encombrant son enseignement n'est aisé qu'en apparence:

- L'élève n'établit aucun lien entre l'histoire enseignée et le présent vécu; dans tout ce qui rythme son comportement quotidien, publicité et slogans, télévision et mécanique, dans tout ce qui lui semble, et lui est d'ailleurs présenté, comme le réel et le commun, il ne distingue aucune profondeur historique. Pourtant comment réduire l'enseignement de l'histoire à l'exploitation anarchique d'une actualité bousculée et de circonstance?

- L'élève étouffe dans un encyclopédisme d'utilité discutable, quelquefois encore hérissé de "dates" qui ne signifient rien pour lui. Mais les dangers du diachronisme sont grands, dont l'ultime étape est l'intemporel et la confusion des maillons dans la chaîne continue des faits.

L'élève, plus encore que l'adulte, reste longtemps imperméable à l'abstrait, aux structures et aux "thèmes" synthétiques dont le vocabulaire, la signification ou les dimensions lui échappent. Pourtant on ne peut réduire l'histoire à des contes pour enfants, et saisir les grandes pulsations de la vie des sociétés exige une vision globale.

Pourquoi dissimuler, d'ailleurs, que le désarroi ou la résignation de nombreux maîtres accroissent et prolongent cet état de choses; l'insuffisance de la pratique pédagogique ici, ou la modestie des moyens audiovisuels ou techniques là, ne suffisent pas à l'excuser. Il faut souligner que l'absence de formation continue, entraînant lacunes ou faiblesses de la culture et de l'information historiques, paralyse tout renouvellement des méthodes.

Au delà d'un renouvellement de la formation des maîtres et à la lueur des remarques qui précèdent, deux objectifs pourraient sans doute être atteints :

- L'enseignement de l'histoire ne peut se dispenser d'accorder à chaque phase de l'aventure humaine sa spécificité ; l'enfant comme l'adolescent, mais chacun selon les réactions et les possibilités de son âge, doivent y trouver les solutions données jadis, naguère et aujourd'hui aux problèmes de confrontation entre l'homme et son environnement, entre l'homme et ses semblables, ce qui est à proprement parler l'histoire.

- Cet enseignement doit, cependant, comporter le rattachement constant du passé au présent, particulièrement au présent le plus actuel, soit en partant des faits contemporains les plus amples et les moins occasionnels pour pénétrer au travers des durées, soit en partant du passé pour expliquer l'actuel.

Cette double exigence contient des éléments de contradiction et de concurrence que seule une nouvelle structure des programmes pourrait concilier. Sans souhaiter rien d'autre qu'un peu de clarté, on peut suggérer qu'une remise en ordre devrait s'inspirer d'un principe simple :

- Il est nécessaire que se développent parallèlement, et dans chacun des cycles, deux enseignements, l'un chronologique, fournissant une trame continue des strates successives de l'histoire, l'autre thématique, choisi en fonction des problèmes et des réalités locales concrètement perçus par l'élève ; le recours aux documents d'hier et d'aujourd'hui, le contact avec le substrat géographique, l'initiation à la méthode historique, l'appel à l'actualité et à l'environnement trouveraient leur place naturelle dans cette deuxième filière dont l'Instruction civique réhabilitée et surtout l'Initiation économique et sociale formeraient des éléments essentiels.

- La modulation de cet enseignement conduirait, évidemment, à une profonde révision des usages ; elle aurait pour conséquence de rendre heureusement progressive l'étude des structures d'ensemble ou du vocabulaire conceptuel ; elle permettrait celle des sociétés humaines à deux reprises et sous deux éclairages différents : trame événementielle au premier cycle, "civilisations", au second ; elle favoriserait l'indispensable cohérence du passé et du présent par l'examen dans leur profondeur historique de thèmes généraux puis de thèmes plus actuels.

L'objectif de l'enseignement de l'histoire à ce niveau ne peut être de former des spécialistes, mais d'armer les enfants et les adolescents, en leur faisant percevoir quelques jalons chronologiques et cultu-

rels qui leur fourniront les instruments intellectuels indispensables à l'éveil de leur curiosité d'homme et de leur responsabilité de citoyen. Les obstacles sont nombreux, les difficultés non négligeables ; mais la formation de l'homme exige que l'enseignement de l'histoire cesse d'être une morne et obligatoire promenade dans un cimetière, pour devenir la découverte des profondeurs de la vie quotidienne.
